

FORUMS POPULAIRES

Pour que la volonté populaire devienne loi

Directeur de Publication : Laurent METONGNON

Rédacteur en Chef : Thérèse WAOTINWA

Forums Populaires

Nouvelle série

N° 001

Du 26 décembre 2014

—
PRIX : 200 F

Tél : 97980179 - 97728065

01 BP 2582RB

Editorial : Et le point de presse du 08 décembre 2014 donna le déclic aux participants de la création d'un forum de débats et d'action sur la gouvernance du pays



. Par Laurent METONGNON

« On peut tromper tout le peuple une partie du temps ; on peut tromper une partie du peuple tout le temps ; mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps » a dit Abraham LINCON.

Après plus de 54 ans d'indépendance nominale, notre pays, le Bénin est à la croisée des chemins, plus précisément à un carrefour et il doit choisir entre se sauver ou périr c'est-à-dire entre continuer la route dans le même sens de gouvernance hérité depuis des décennies avec les mêmes hommes ou changer de

système de gouvernance pour une nouvelle gestion du pays.

Le système de gouvernance héritée de la colonisation est basé sur le pouvoir discrétionnaire du gouvernement et surtout de son chef de nommer tous les gestionnaires du bien public. Les critères sont de son seul ressort. Ainsi, il nomme qui il veut, où il veut. Naturellement, il peut nommer et nomme d'abord et surtout les gens de son parti, de sa région, de sa religion, de son cercle d'amis et/ou de famille biologique ou occulte. L'appartenance à ces groupes (parti, région, religion, famille) est le critère principal et non la compétence, l'ardeur au travail, l'amour du pays, la probité. La soumission politique ainsi que les ristournes financières constituent les obligations du nommé vis-à-vis du parrain. Les portes sont alors ouvertes pour les marchandages des postes, pour le pillage, la mauvaise gestion.

Mathieu Kérékou avec le PRPB a trompé tout le peuple en promettant de mettre fin à ce système. On nous a dit que c'est le peuple qui a le pouvoir. Mais le système de gestion, de nomination et révocation des gestionnaires des biens publics est resté dans les mains du gouvernement. La révolution qu'il a créée s'est vite évanouie pour laisser place à une dictature effroyable et à un bradage des entreprises viables et rentables aux opérateurs économiques étrangers. Tout le peuple a été trompé un temps. Mais la supercherie a été

finalement découverte et avec l'aide du Parti Communiste et des démocrates honnêtes, le peuple a fini par voir clair et l'autocrate a été renversé le 11 décembre 1989.

Pour sauver et pérenniser le système, il fit appel à tous les partisans de ce système depuis 1960. Ce sont eux qui ont organisé et dirigé la Conférence nationale de février 1990. On nous a promis à grands bruits la fin de la fatalité. Mais le système a été sauvegardé. Les travailleurs et les citoyens étaient écartés du pouvoir. On pouvait nommer qui on veut et où on veut.

Mais là déjà, une partie du peuple n'y croyait pas et dénonçait dès le départ le marché de dupes. Les exigences d'un autre système de gestion avec le droit d'élection et de révocabilité des DG par les travailleurs étaient avancées et agitées, mais pas suffisamment. La duperie a conduit au retour du vieil autocrate Mathieu Kérékou reconverti en pasteur. On pouvait encore tromper le peuple avec les références à la Bible et à Dieu.

Les scandales se sont multipliés. L'autocrate reconverti en pasteur ne voulait plus quitter le pouvoir. Mais le peuple a dit non. Mais pas suffisamment vigilant pour barrer la route à son poulain, Boni Yayi, préparé pour couvrir ses arrières. Boni Yayi a multiplié les références à la Bible et à Dieu avec des scandales sans fin. Il a parlé de changement sans changer le système. Il a appliqué les règles du système. Résultat : le pays est dans le gouffre. Il a trompé le peuple un temps.

Mais aujourd'hui le peuple s'éveille. Le désastre l'interpelle. La nécessité d'un changement véritable du système est plus claire, plus vitale. Désormais, entend-t-on de plus en plus et de partout au niveau des travailleurs, des jeunes, des artisans, des paysans, on ne laissera plus les fruits de notre travail dans les mains de n'importe qui. C'est aux travailleurs et aux citoyens de désigner les DG, les directeurs, les chefs de projets dans les administrations et entreprises publiques. C'est le combat qui est venu à l'ordre du jour. Le

combat pour une nouvelle gouvernance, pour qu'enfin la démocratie retrouve sa pleine signification : un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Désormais, rien ne sera plus comme auparavant ! C'est ce combat que le Forum des Travailleurs et des Peuples pour une Nouvelle Gouvernance entend coordonner, impulser jusqu'à la victoire.

POINT DE PRESSE DU 08 DECEMBRE 2014

A LA BOURSE DU TRAVAIL DE COTONOU

« Face à la confusion que tentent de créer certaines organisations et partis à propos de la signification et des objectifs du 11 décembre, quelle responsabilité pour les travailleurs, la jeunesse et le peuple du Bénin aujourd'hui. »

Mesdames et Messieurs les journalistes ;

Camarades travailleurs de tous les secteurs ;

Ouvriers, artisans, élèves et étudiants, mesdames et messieurs ;

Honorables personnalités invitées qui étaient dans les rues le 11/12/1989.

Je vous souhaite la bienvenue dans cette salle de la bourse du travail pour assister à ce point de presse et je profite de la même occasion pour féliciter les travailleurs, les jeunes qui se battent contre l'arbitraire, l'injustice, la précarité de l'emploi, l'impunité, des violateurs des libertés, et qui dans leur éveil s'intéressent à comment le pays est géré et s'essayent à une prise en charge du contrôle de la gestion des biens publics. Quant aux journalistes engagés, je salue votre courage et votre professionnalisme dans la période tumultueuse actuelle malgré toutes les pressions que vous subissez tous les jours. Vous avez choisi de rester aux côtés de votre peuple, coller à ses préoccupations et réalités de l'heure à travers une information objective

suivant votre déontologie « les faits sont sacrés mais le commentaire est libre ». Je n'oublie pas tous ces jeunes sur les réseaux sociaux qui s'indignent du gouffre dans lequel le pouvoir actuel et ses thuriféraires veulent englober le pays, et la catastrophe qui nous guette si nous nous taisons. Indignez vous ; indignons nous.

J'ai décidé d'animer ce point de presse en ma qualité en 1989, de Président de la Coordination des Comités d'Action (CCA) ayant appelé les travailleurs et la jeunesse à la marche du 11/12/1989 initiée par le PCD, actuel PCB et la Convention du peuple. Notons que la CSTB, créée en 1982 et dont les principaux responsables composés d'enseignants, d'ouvriers, d'artisans et de travailleurs étaient pour la plupart en clandestinité mais, ont été également des acteurs qui ont œuvré au succès de cette gigantesque et imposante marche, et c'est ce qui justifie la présence des responsables de cette Confédération à mes côtés pour éclairer l'opinion publique sur la signification et les objectifs du 11 décembre face à la confusion que tentent de créer certaines organisations à propos de la commémoration de cette journée qui prend cette année, une ampleur particulière avec des motivations diverses. J'affirme d'emblée et d'entrée de jeu qu'on ne parlerait jamais d'un 11/12/1990 date de naissance de la Constitution actuelle de notre pays si il n'y a pas eu un 11/12/1989. Nié cette réalité est l'une des causes de la continuité de la duperie de notre peuple et surtout de sa jeunesse par la classe politique actuelle.

Si on sait que les hommes luttent toujours pour une cause, il n'est pas insensé de nier que tout le monde lutte. La question fondamentale est de savoir pour quelle cause lutte-t-on et au profit de qui ? Est-ce pour l'amour de sa patrie, de son pays que la lutte se mène ? Est-ce pour servir son pays ? Ou se servir de son pays ?

Car ce qui divise les hommes c'est lorsque les causes arrivent à s'opposer. Nous aborderons les réponses à tous ces questionnements à travers la caractérisation de la situation sociopolitique et économique des deux périodes (décembre 1989 ; décembre 2014), les objectifs et les enjeux de l'heure pour mieux situer les responsabilités des travailleurs, de la jeunesse et du peuple afin de mieux comprendre pourquoi nous devons être dans les rues le 11/12/2014.

1- Brève caractérisation de la situation sociopolitique et économique en 1989 et 2014.

Dans la nuit noire de l'autocratie, il nous fallait lutter pour le pain et les libertés. Le peuple a obtenu quelques parcelles de libertés sans le pain. 25 ans après cette lutte pour nous empêcher de continuer à réclamer ce pain, il faut nous arracher les libertés.

1-1 Situation sociopolitique et économique en 1989 et l'objectif de la marche du 11/12/ 1989.

Le Parti-Etat "PRPB" régnait sans partage à travers ses organisations de masse qu'étaient (OJRB, OFRB, UNSTB, CDR, COJ, COF, Coopératives). Une critique du pouvoir autocratique, la simple lecture d'un tract, une protestation contre un maire valait à son auteur la prison, les tortures voire la mort ; pour le citoyen pas de liberté de conscience, d'expression, de presse, d'association, de manifestation, de droit de grève. Le paysan à la campagne était racketté, traqué par les commandos percepteurs et gendarmes. Les prisons étaient remplies de détenus politiques ; des compatriotes étaient contraints à l'exil, d'autres à la clandestinité, d'autres sont morts comme Togbadja Luc, Akpokpo Rémi, Mama Yari, etc. L'arbitraire le plus abject régnait avec des nominations dans l'administration que des cadres du Parti-Etat ou de certaines régions données. Dans les marchés,

sévissaient la mévente, la corruption, la chasse aux vendeurs et vendeuses par la SOGEMA pour le droit de place. Les femmes des marchés outre les multiples taxes à payer étaient soumises à l'obligation d'aller faire les haies d'honneur à chaque sortie de l'autocrate ou d'aller défiler lors des manifestations officielles. L'écolier, l'élève ou l'étudiant, devait participer à la coopérative obligatoire, et accomplir des travaux forcés pour la caisse de cette coopérative scolaire et le fonctionnement de l'établissement. Partout, on criait la misère. La vie était devenue insupportable pour les ouvriers, les artisans, les paysans pauvres et les petits employés. Les APE, comptaient plusieurs mois d'arriérés de salaire.

Pendant ce temps, au sommet de l'Etat, c'était la pourriture : corruption, népotisme, pillage de l'économie nationale. Les caisses de l'Etat se sont vidées suivie de la banqueroute (BCB, CNCA, BBD). C'était la faillite totale et la ruine et la famine s'installèrent dans une absence totale de libertés. Pour faire face à cette calamité, et pour payer les dettes, le Parti-Etat se mit à tout brader aux opérateurs économiques étrangers et après plusieurs tergiversations, finit par atterrir au FMI qui pour sa thérapeute barbare et identique à tous les pays imposa ses mesures draconiennes que leurs valets locaux de la Banque mondiale continuent jusqu'à ce jour de soutenir pour leur propre ascension.

Pendant cette période, l'autocrate n'avait plus confiance à personne et décidait dans le désordre. Son régime était boudé par ses propres maîtres impérialistes, français en particulier mais pas le système de gestion. Ils faisaient pression sur le régime pour les privatisations des sociétés d'Etat. Mesdames et messieurs les journalistes, mesdames et messieurs, au regard de ce tableau, déjà en juillet 1988, il était apparu avec les premières luttes des étudiants réunis au sein de leur comité d'action, des élèves avec leur comité

générale le lutte des élèves du Bénin (COGELEB), du mécontentement à la campagne, des artisans dans les ateliers, des femmes des marchés avec leur CGAMID sans oublier les grognes des soldats dans les casernes il était apparu que le régime et le système autocratiques de Kérékou connaissaient une crise profonde et étaient condamnés à disparaître pour une nouvelle légalité, un nouveau système de la gestion du pays. Pour la CCA, un changement radical, à la racine c'est-à-dire du système était appelé et passait par une lutte pour la satisfaction des revendications axées en ce moment sur : les libertés politiques, la liberté de produire et le contrôle populaire de la gestion des biens publics, l'élection et la révocabilité des directeurs, la fin du règne de l'impunité. Précisons à ce niveau que la haute bourgeoisie et la couche supérieure de la petite bourgeoisie, ne voyaient pas la lutte sous cet angle, car pour eux il fallait se débarrasser de la calamité, en changeant seulement de chauffeur. Nous sommes dans ce même schéma aujourd'hui.

Mais en 89, c'était sans compter avec la détermination des combattants en lutte qui eux avaient une autre conscience, celle de la rupture totale avec le système. C'est donc avec cette conscience aigüe que la marche du lundi 11/12/1989 avec au départ moins de 200 manifestants a débuté aux environs de 09h de la maison du peuple de Cotonou 5 aux cris de « A bas Kérékou, Pascal Fantodji au pouvoir, vive la convention du peuple ! vive le CSN, libertés au peuple, Kérékou ! hééélué. » Déjà au carrefour Marina-carrefour marché saint Michel, la troupe a grossi pour atteindre plus de 300 000 de l'ancien pont à la béninoise. L'encadrement assuré par la brigade composée de jeunes, était ferme pour éviter les débordements, les actes de vandalisme et il faut dire que cette jeunesse qui assurait cette tâche était débordante d'amour, déterminée, et avait un savoir-faire. Le film de cette marche

de libération et des libertés arrachées dans les rues qui sonna la chute de l'autocratie se trouve dans le N° 3 spécial de FORUMS POPULAIRES dont j'étais le Rédacteur en chef et que vous pouvez vous procurer au siège de la CSTB.

Pour bloquer cet objectif affiché fait de patriotisme, de probité, de véritable indépendance de notre pays pour une république démocratique indépendante et moderne, la France imposa à notre pays avec la complicité des cadres béninois qui ne luttèrent pas ce qu'on a appelé la conférence des forces dites vives de la nation en toute ignorance des combattants et du peuple et des objectifs des préoccupations du moment.

1-2 Situation sociopolitique et économique en 2014 et les objectifs de la marche du 11/12/ 2014.

Comme le Président actuel YAYI Boni qui sentant la chute prochaine de son pouvoir étouffant du peuple après le succès franc de la marche du 29 novembre 2014, invite les forces démocratiques au dialogue, c'est de la même manière que le Président Kérékou en 1989, a invité toutes les forces vives à une conférence nationale. Les libertés étaient déjà arrachées et le peuple jouissait de quelques parcelles de ces libertés qui seront consignées dans la constitution du 11/12/1990, sans fondamentalement avoir réglé le problème du pain. Donc les pouvoirs qui se sont succédé sous le Renouveau jusqu'au changement, ne pouvaient remettre en cause ces acquis sans une riposte des masses. C'est ce à quoi les travailleurs, les étudiants, les partis de l'opposition, les vendeurs et vendeuses des marchés, les artisans, bref le peuple est confronté depuis 25 ans pour avoir laissé la victoire de sa lutte entre les mains de ceux-là qui tout en pérennisant le même système en vigueur depuis l'indépendance nominale de notre pays se montrent comme les défenseurs

du peuple. Nous sommes dans la même situation et je vous préviens jeunes.

Les pouvoirs successifs du renouveau dont singulièrement celui du Président YAYI Boni se sont acharnés à priver le peuple de ces quelques parcelles de liberté pour mieux lui arracher le pain pour lui seul et sa famille politique la FCBE. Alors comme en 89, les violations de libertés, la volonté manifeste du contrôle de toutes les institutions, la création des syndicats jaunes dans les ministères et entreprises, les crimes politiques et économiques, les disparitions mystérieuses de citoyens et autres assassinats non encore élucidés, la corruption au sommet de l'Etat, les scandales financiers, les exactions sur les pauvres citoyens, les mensonges d'Etat pour couvrir la mal gouvernance, le bradage des secteurs vitaux de l'Economie aux opérateurs économiques étrangers, l'endettement du pays par des bons de trésor et des obligations (plus de 200 milliards au 30 juillet 2014, alors que notre Etat y fait recours presque tous les mois pour camoufler les problèmes actuels de trésorerie) le retrait de droit de grève aux douaniers et sa tentative aux magistrats, la monopolisation des médias d'Etat à son propre profit et de sa famille politique la FCBE, la volonté de s'éterniser au pouvoir par la fraude avec l'intention de révision de la constitution, les procès aux citoyens avec mandat d'arrêt et d'extradition, contrainte des citoyens à l'exil, l'achat des consciences avec les fonds publics etc. etc. La liste est longue vous en convenez avec moi puisque comme moi, vous êtes des témoins oculaires et victimes de cette gestion du pays qui étrangle et asphyxie le citoyen. D'une calamité sous le "PRPB", on est passé à la catastrophe qu'il faut arrêter nette et cette fois sans erreur pour éviter le gouffre.

2- Les enjeux de l'heure et la responsabilité de la jeunesse et des travailleurs.

Il faut arrêter d'abord cette dérive totalitaire avec un objectif clair. Quel pouvoir il nous faut aujourd'hui pour après 54 ans d'indépendance nous libérer réellement et amorcer le réel développement de notre pays ? Devons nous continuer le déploiement de la vieille morale népotiste, régionaliste, tribaliste, d'impunité, de cupidité développée à la faveur du servilisme à l'égard de la puissance colonisatrice et de leurs valets de chef d'Etat et de nombreux cadres ou présidentiables qui pensent que pour diriger les peuples africains il faut la bénédiction de la France pour des nations qui ont 54 ans et plus ?

Dans ce cas la question fondamentale qui se pose est claire : Par quel pouvoir remplacer le pouvoir failli et fini du Président YAYI Boni ? La jeunesse et les travailleurs vont-ils encore laisser le pouvoir entre les mains de ceux qui au lieu de s'appuyer sur l'héroïsme et le soutien de leur peuple, préfèrent le soutien des puissances étrangères d'abord ? Ou bien la jeunesse non vénale, et les travailleurs, soucieux de l'avenir du pays et tirant toutes les riches leçons de l'insurrection du peuple frère burkinabè, vont cette fois ci dicter leurs volontés aux hommes politiques béninois qui trainent des aigreurs les uns contre les autres mais s'entendent sur l'essentiel dicté à eux par leurs maîtres et leurs chapelles magico-spirituelles, à savoir celui de maintenir le système, le pacte néocolonial ?

Le 11/12/2014, nous serons dans les rues de Cotonou aux côtés des forces et organisations réunis au sein de la plateforme non pas pour une balade de santé mais pour : le succès et le couronnement de notre lutte quotidienne contre l'arbitraire, la confiscation et l'exercice du pouvoir personnel, contre le pillage et les bradages des ressources nationales.

Nous serons dans les rues pour exiger une nouvelle façon de diriger et de gérer notre pays le Bénin. Ceci passe par l'organisation des

élections communales municipales et locales, des législatives et présidentielles avec une liste ad 'ok à moins que le peuple souverain dans l'exercice de sa souveraineté en décide autrement.

Je vous remercie

FORUM DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES POUR UNE NOUVELLE GOUVERNANCE

ACTE DU FORUM

La première réunion du forum des travailleurs et des peuples pour une nouvelle gouvernance s'est tenue ce mardi 16 décembre 2014 à la Bourse du Travail. Elle a examiné les problèmes de mauvaise gouvernance auxquels les travailleurs, les jeunes, les artisans, les vendeurs et vendeuses des marchés, bref des populations sont confrontés dans leurs secteurs respectifs.

Ont été ainsi passé en revue avec la présence et la participation des acteurs, la situation de la gouvernance dans les secteurs ci-après :

- L'administration centrale ;
- Les grandes entreprises publiques ;
- La gouvernance locale ;
- L'éducation ;
- La santé ;
- La justice ;
- Le secteur portuaire ;
- Le secteur agricole ;
- Le secteur énergétique et de l'eau ;
- Le secteur minier ;
- Les artisans ;
- Les conducteurs et autres zémidjans ;
- Les marchés ;
- La jeunesse.

Dans tous ces secteurs, les travailleurs, les hommes et femmes du peuple, les jeunes subissent les effets désastreux de la mauvaise gouvernance caractérisée par les brimades,

l'arbitraire, la violation de leurs droits, la fraude, la corruption, le mépris de la production local fruit de l'ingéniosité de nos artisans, le bradage du pays aux opérateurs économiques étrangers, la subvention de la production du coton au détriment des produits vivriers, la dépossession des paysans des terres au profit des étrangers et de certains hauts bourgeois qui ne les exploitent même pas la vente des réserves administratives, le pillage des contributions scolaires dans les écoles, le favoritisme et le régionalisme dans les nominations, les tracasseries des vendeurs et vendeuses des marchés notamment de Ouando et de Dantokpa, toutes choses qui ont conduit à la dégénérescence morale et à l'insécurité. Le patrimoine national n'est pas protégé. L'artisanat végète, les marchés sont dégradés avec la mévente généralisée, l'école ruinée. La paysannerie sombre dans la misère. Les producteurs de coton sont floués malgré toutes les promesses mirobolantes qui leur sont faites.

Il ressort des débats que ces maux qui ont perduré de 1960 – 1989 et qui s'aggravent avec les gouvernements successifs après la Conférence Nationale de 1990 sont dus au maintien d'un système qui ne reconnaît aucun pouvoir aux travailleurs et aux citoyens, où les DG, Directeurs et Chefs de projets sont nommés, contrôlés et sanctionnés uniquement par le gouvernement et ses hommes. De fait, le travailleur, le producteur, l'artisan est écarté de la gestion du bien public qu'il produit. Le Forum a conclu qu'il faut une nouvelle gouvernance où les travailleurs et les citoyens élisent, contrôlent et sanctionnent les gestionnaires du bien public dans leurs secteurs.

Le forum des travailleurs et des peuples pour une nouvelle gouvernance déclare ainsi que rien ne sera plus comme avant. Les travailleurs et les peuples ont martelé qu'ils ne vont plus laisser des hommes qui ont fait leur preuve par la négative en basant leur légitimité sur les étrangers au lieu de leur peuple ou des hommes

venus de nulle part arracher leur victoire. Plus jamais ça !

Cette fois ci les travailleurs et les peuples se battront jusqu'au bout, jusqu'à arracher leur droit d'élire, de produire, de contrôler et de destituer les gestionnaires du bien public dans tous les secteurs de la vie publique. Fini les nominations dans nos administrations, dans nos sociétés, dans nos marchés, dans nos établissements publics.

Le forum exhorte à ce combat jusqu'à la victoire qui marquera la rupture radicale avec le système actuel. Il nous faut ériger le patriotisme de bon à loi en système de gouvernance.

Les participants ont décidé de la création d'un journal et d'un espace sur les réseaux sociaux intitulé : Forum des travailleurs et des peuples pour une nouvelle gouvernance.

La prochaine réunion est fixée au **vendredi 26 décembre 2014 à la Bourse du Travail à 10 heures.**

LU POUR VOUS

(Document en annexe)

Comme on peut le constater en lisant ce texte résultat d'une étude réalisée par des structures et spécialistes avérés, la mal gouvernance n'est pas que du domaine de la gestion des ressources humaines et financières. Elle gangrène malheureusement la base de l'activité humaine, la terre. Lorsqu'on sait que la majeure partie des béninois tirent les moyens de leur survie directement du travail de la terre, on est écœuré par l'ampleur de la dépossession des populations de leurs terres confisquées par des magnats financiers qui les affament avec la bénédiction de nos gouvernants.

Devons-nous laisser perdurer longtemps encore cette situation ?

La rédaction.

Acquisitions massives de terres agricoles au Bénin hier et aujourd'hui: un état des lieux

Alida ADJILE & Roch L. MONGBO

Qu'est-ce qu'une acquisition massive de terre ?
Comment a-t-elle évolué ?

Les acquisitions de terres cultivables sont une pratique ancienne au Bénin. Les premières formes post-indépendance sont le fait de l'Etat dès les années 1960s et 1970s. Des acteurs au départ non agricoles ont pris le relais dans les années 1990s à la faveur des réformes économiques et le phénomène s'est amplifié à partir de 2008 avec les crises financière et alimentaire. L'opinion publique s'en inquiète mais les avis sont contradictoires. Selon les organisations et syndicats de producteurs, ces acquisitions sont pour les petites exploitations agricoles familiales sources de précarisation foncière. Certains décideurs et autres citoyens considèrent ces 'investisseurs' comme porteurs de modernisation agricole et de développement pour le pays. Malgré la forte polémique, il demeure encore difficile d'effectuer un état des lieux exact du nombre et de l'ampleur des dites acquisitions massives effectivement conclues dans le pays.

Méthodologie

Résultats

Acquisition massive de terre : définition

- Acquisition de droits de toute nature, sur une superficie relativement grande et susceptible d'affecter durablement l'accès à la terre des populations locales (Djibré et al, 2011).

Le caractère massif est donc fonction des contextes agraires

- Une acquisition considérée massive au Sud du Bénin passerait pour très modeste ou à peine au dessus de la taille moyenne des exploitations agricoles familiales au Centre et au Nord-Bénin.

Dans cette recherche, nous retenons comme massive :

- Toute acquisition supérieure au double des plus grandes superficies détenues par les exploitations agricoles familiales d'une localité car susceptible d'induire des changements majeurs néfastes à l'accès des populations locales à la terre.

Acquisition massive de terre : Evolution

En définitive, on peut distinguer trois générations d'acquisitions massives de terres agricoles au Bénin :

1. Acquisitions massives de terres réalisées par l'Etat dans le cadre de programmes d'aménagement rural (années 1960s à 1980s),
2. Les acquisitions par des nationaux néo-ruraux des années 1990s.
3. Acquisitions massives de terres réalisées par des nationaux et des étrangers suite aux récentes crises financières et alimentaires mondiales de 2008.

Réalisée avec le soutien de :

Comité technique



Référence :

Mondjagnagni A. (1977), Campagnes et villes du Sud de la République Populaire du Bénin. Paris
Djibré M., A. Wanbo, L. Hitiama & S.J.Zoundi (2011), Pression commerciale sur la terre : Investissements et régulation des transactions foncières de grande envergure en Afrique de l'ouest
Mongbo et Adjilé (2011), Effets des pressions foncières sur les moyens d'existence des exploitations agricoles des exploitations agricoles du Sud-Bénin. Communication au 2ème Forum régional (GVal- Sécurité alimentaire). Du 27 au 29 Septembre 2011 au palais des Congrès de Cotonou

➤ Les périmètres d'aménagement rural au Sud-Benin

Département	Complexe agro-industriel	Superficie Totale (ha)
Mono	Houin-Agamè	4 166,91
Atlantique	Grand-Hinvi	13 116
	Calavi	2 053
	Ouidah-Nord	90
Ouémè	Grand-Agonvy et Pobè-Sud	23 146
Total		42 571,91

Source : Mondjagnagni, 1977

Périmètres d'aménagement rural réalisés par l'Etat essentiellement au Sud Bénin dans les années 1960s et 1970s:

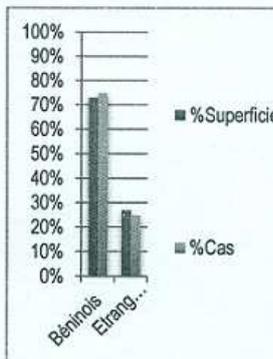
- Avec statut de coopératives agricoles d'adhésion obligatoire et sous gestion d'entreprises publiques ;
- constitués de zones de palmiers à huile, de zones de cultures annuelles, et de zones d'habitation ;
- Gestion des coopératives finalement rétrocédée à leurs membres dans les années 90s et source de conflits au sein des communautés.

➤ Les fermes et autres formes d'accumulations foncières privées dans le département de l'Atlantique au Sud Benin

Depuis le début des années 1990s, naissance dans le secteur agricole d'une catégorie d'acteurs souvent appelés des agriculteurs de type nouveau (fonctionnaires retraités, agents déflatés d'entreprises publiques privatisées, diplômés sans emploi, etc.).

Plus de 468 de ces fermes privées recensées, couvrant en tout plus de 11.228,41 ha soit une superficie moyenne de 24 ha par ferme (Adjilé et Mongbo, 2011).

➤ Tendance des récentes acquisitions massives



- ❖ 69 cas d'acquisitions massives avérés pour une superficie totale de 82.799 ha recensés au Bénin
- ❖ 16 cas (soit 23%) des acquisitions réalisés par des capitaux étrangers (non béninois) pour une superficie totale de 22 267 ha
- ❖ Les acquéreurs sont des Entreprises privées, des individus ou des organisations ou associations, parfois sous le couvert des projets de développement.